



Mai 68 et le SNESUP... cinquante ans après

→ Dossier coordonné par Michelle Lauton et Danielle Tartakowsky

En Mai 68, le SNESUP a appelé à la grève générale le 3 mai quand la police est intervenue à la Sorbonne pour réprimer le mouvement étudiant. Cinquante ans plus tard, tandis que grandit la contestation des actuelles réformes rétrogrades (lois ORE et asile et immigration, ordonnances sur le ferroviaire...) du gouvernement d'Emmanuel Macron, de nombreux acteurs ou chercheurs apportent des éclairages sur un mouvement qui fut puissant tant à l'université que dans les entreprises.

Pour contribuer au travail d'analyse de son rôle dans le mouvement, le SNESUP a recueilli souvenirs et archives des acteurs déjà en poste dans l'ESR. À partir des archives de Guy Odent, un premier travail a été mis en ligne^(*) et sera revu à la lumière des témoignages et d'autres archives. Si la loi Faure est présente dans tous les esprits comme un effet de Mai 68, bien d'autres questions toujours actuelles ont été soulevées. La sélection en est une, tout comme celle du métier d'enseignant-chercheur ou celle des moyens requis.

Et les femmes semblent bien absentes, en témoigne l'iconographie. Nous donnons ici la parole à des chercheur/euse.s et à des acteurs et actrices de Mai 68.

C'est une première étape d'un travail qui sera poursuivi, avec notamment un colloque le 19 juin aux Archives nationales du monde du travail, à Roubaix.

(*) snesup.fr/sites/default/files/fichier/le_snesup_en_mai-juin_1968.pdf.

Mai 68 : un mouvement pluriel de remise en cause de l'ordre existant

→ par Boris Gobille^(*), maître de conférences de science politique, ENS Lyon

Mai-Juin 68 commença par une révolte étudiante, basée sur de multiples facteurs. Après la « nuit des barricades », ce fut un moment de mobilisations multisectorielles dans tout le pays qui, articulées les unes aux autres, formèrent le plus grand mouvement social du xx^e siècle.

Cheminots, fonctionnaires, salariés d'Air France, éboueurs, électriciens et gaziers, facteurs, avocats et magistrats, professionnels de santé, dockers, étudiants, zadistes : Mai 68 ? Automne 1995 ? Non, printemps 2018 !
Pouvait-on imaginer, il y a quelques mois encore, que le cinquantenaire de Mai 68 se déroulerait au milieu de telles mobilisations ? Télescopage du passé et du présent oblige, la référence à 68 est fréquente aujourd'hui, non pas comme modèle à imiter, ni à dépasser d'ailleurs, mais plutôt comme désignation d'une puissance, celle du mouvement social, et d'un enjeu, celui qu'on appelle « coagulation » ou « convergence » des luttes. Car Mai-Juin 68 ne fut pas qu'une révolte étudiante, mais un moment de mobilisations multisectorielles qui, articulées les unes aux autres, formèrent le plus grand mouvement social du xx^e siècle.

Les lycéens et les étudiants jouent au départ un rôle crucial. Le soulèvement de la jeunesse est le fruit de plusieurs facteurs. Une politisation larvée, d'abord, qui s'enracine dans les incohérences statutaires induites tant par la dissociation de la culture adolescente et des valeurs adultes que par le flottement de l'enseignement supérieur entre démocratisation (généralisation de l'enseignement secondaire et doublement des effectifs étudiants entre 1960 et 1968) et élitisme (la relation pédagogique n'est pas rénovée et les investissements publics ne suivent pas). Cette série de tensions se révèle propice à la formation d'une sensibilité critique à l'égard de l'arbitraire des normes sociales et des rapports d'autorité. Cette sensibilité croise par ailleurs un contexte de politisation plus directe au sein de multiples organisations d'extrême gauche dont les idéologies sont diverses. Les luttes anti-impérialistes du « tiers-monde » sont fondamentales pour les imaginaires militants d'alors. Elles paraissent attester de la globalisation de la contestation contre le capitalisme et le soviétisme, favorisent la circulation internationale de pratiques militantes et d'idées critiques lors de grands rassemblements internationaux comme à Berlin



en février 1968, et donnent le sentiment que la révolution se joue désormais sur tous les fronts. D'autres influences idéologiques, venues du marxisme, de la « nouvelle gauche », de l'anarchisme, du situationnisme, innervent la politisation des campus. En mai-juin, ces politisations plurielles se conjuguent dans une immense remise en cause de l'ordre existant. Au fil des manifestations, des occupations, des assemblées générales et des comités d'action, s'ébauche une « *extraordinaire expérimentation sociale* » (Pierre Bourdieu) où l'on imagine une société alternative et où l'on conteste l'université de classe, les structures économiques, la division sociale du travail, les hiérarchies, le principe de délégation, les rapports d'autorité, les normes sociales étouffantes.

7 millions de salariés en grève

Un seuil de déssectorisation est franchi lorsque les organisations syndicales appellent à une journée de solidarité le 13 mai pour protester contre la répression policière qui s'abat sur le mouvement étudiant, en particulier lors de la « nuit des barricades » du 10 au 11 mai.

Cette journée d'action n'était pas reconductible, et pourtant, à partir du 14 mai, des grèves spontanées éclatent, comme à Sud-Aviation près de Nantes le 14 ou à Renault-Cléon le 15. Très rapidement, tantôt avec l'appui des syndicats, tantôt en dehors de leur contrôle, les grèves avec ou sans occupation gagnent l'ensemble de l'industrie, les services marchands et publics, les institutions culturelles, la radio-télévision. On compte le 20 mai 7 millions de salariés en grève pour un total d'environ 10 millions de personnes qui cessent le travail.

Bien sûr, la protestation contre la répression n'est pas seule en jeu dans cette généralisation de la grève. Dans le monde ouvrier, les mobilisations sont déjà nombreuses et parfois virulentes en 1967 et début 1968. La conjoncture ouverte par le mouvement étudiant favorise dès lors la reprise de revendications demeurées insatisfaites, mais en les inscrivant dans un cadre plus large, à l'image de la journée d'action « L'Ouest veut vivre », prévue dès la mi-mars contre la détérioration de l'emploi dans la région et l'infériorité des salaires par rapport à la région parisienne, et qui prend, le 8 mai, un relief national, notamment avec

On imagine une société alternative et on conteste.

le ralliement des étudiants aux syndicats de salariés et d'agriculteurs.

Insubordination ouvrière

Un des aspects les plus frappants des grèves de mai-juin 1968 est leur déploiement jusque dans des petites villes et des usines proches des zones rurales. Il n'est guère de région qui n'ait été touchée. Si les syndicats, poussés par la base, cherchent à encadrer ce mouvement, il n'est pas rare qu'ils soient débordés par la spontanéité ouvrière et qu'éclosent, à côté des grèves proprement syndicales, des grèves de type autogestionnaire visant le contrôle ouvrier dans l'entreprise. Les premières verront leurs revendications pour partie satisfaites par les négociations de Grenelle (relèvement du Smig de 35 %, augmentation des salaires du secteur privé de 10 % en deux temps, reconnaissance de la section syndicale d'entreprise). Les secondes témoignent d'une radicalité et d'une autonomie ouvrière qui se traduisent par des répertoires d'action moins usuels (grèves sauvages, occupation de bureaux, séquestration de dirigeants, expulsion de cadres) et par une combativité qui reste parfois maîtresse du terrain, début juin, face aux forces de l'ordre chargées d'accélérer la reprise du travail, comme à Peugeot-Sochaux et Renault-Flins où les affrontements tuent deux ouvriers et un lycéen. Elles se traduisent également par la dénonciation de l'autoritarisme des « petits chefs », des cadences infernales et de la parcellisation des tâches, et par un refus plus large de l'aliénation au travail et de l'ordre usinier, refus exprimé en particulier par ces nouveaux ouvriers – jeunes OS, femmes, immigrés, ouvriers de première urbanisation – que la décentralisation industrielle des années 1950-1960 a propulsés dans un monde de l'usine qui leur demeure étranger.

Comme l'a montré l'historien Xavier Vigna, une longue séquence d'« *insubordination ouvrière* » s'ouvre, qui durera jusqu'à la fin des années 1970.

Il est un autre fait marquant qui a longtemps été gommé par la thèse du « rendez-vous manqué » entre étudiants et ouvriers, thèse alimentée par l'image, il est vrai forte, des grilles de Renault-Billancourt demeurées fermées aux étudiants accourus pour témoigner de leur solidarité. En fait, quand on change d'échelle et que l'on s'appuie sur des archives et des témoignages, on constate que des décloisonnements sociaux mêlant ouvriers, employés, artistes, étudiants, paysans ont bien eu lieu. Dans de nombreuses usines occupées, des salariés improvisent des ciné-clubs grâce aux prêts de bobines par des organismes militants, des chanteurs viennent donner des concerts (on compte par exemple 259 interventions d'artistes dans 47 entreprises occupées de la région havraise), des étudiants et des ouvriers discutent d'actions et de revendications communes.

Des paysans assurent le ravitaillement du comité central de grève à Nantes et des cheminots en grève du dépôt SNCF de La Blanche à Marseille, tandis qu'une étudiante de l'université de Poitiers fait le tour des paysans de sa région pour glaner, avec une réussite certaine, de quoi alimenter les ouvriers en grève des Piles Leclanché. En dépit de refus de solidarité également avérés, ces exemples,

en réalité nombreux, montrent qu'en mai-juin 1968 s'ébauche un fonctionnement social alternatif, fondé sur l'auto-organisation et la coopération, à rebours de la division du travail qui sépare habituellement les mondes sociaux.

Naissance d'une conscience politique

Enfin, autre phénomène saillant : nombre d'acteurs et d'actrices de Mai-Juin 68, qui n'étaient ni syndiqués ni politisés auparavant, découvrent dans et par l'événement que la politique n'est pas qu'affaire de spécialistes mais d'abord leur affaire. Ils expérimentent pour la première fois non seulement la possibilité de l'action collective

mais aussi la joie de peser sur le cours des choses, prennent la parole, s'investissent. Ils deviennent des protagonistes, si ce n'est de l'Histoire, du moins du destin collectif, loin des logiques de dépossession et de délégation qui caractérisent les démocraties représentatives. Pour beaucoup naît une conscience politique qui s'incarnera dans des engagements durables, dans le désir d'explorer d'autres formes d'existence et de transformer, selon les principes de Mai, leurs pratiques professionnelles, l'éducation de leurs enfants et leur vie personnelle. Les événements critiques comme 68 ont ce pouvoir de façonner de nouvelles subjectivités politiques, qui ne durent pas que le temps d'un printemps enchanté mais impulsent de véritables trajectoires d'émancipation. ●

▼
Un des aspects les plus frappants des grèves de mai-juin 1968 est leur déploiement jusque dans des petites villes.
▲

(*) Dernier livre paru : *Mai 68 par celles et ceux qui l'ont vécu*, Les Éditions de l'atelier, 2018 (avec Christelle Dormoy-Rajramanan et Erik Neveu).

PAYSANS

**LES GREVISTES ONT BESOIN DE VOUS
VENEZ LEUR VENDRE VOS PRODUITS
DIRECTEMENT
DANS LES USINES ET DANS
LES FACULTES**

Appel à la solidarité paysanne.

La loi Faure

→ par Danielle Tartakowsky, professeure d'histoire contemporaine

La loi dite « Edgar Faure », votée à l'automne 1968, va changer le mode de gestion des universités en France, introduisant des conseils avec des élus représentant toutes les catégories de personnels et les étudiants. Diverses lois viendront ensuite modifier la loi Faure, la dernière étant la loi Fioraso de 2013.

Au sortir des élections de juin 1968, Edgar Faure, devenu le ministre de l'Éducation nationale de Couve de Murville, met aussitôt en chantier un projet de loi adopté le 1^{er} octobre à l'unanimité, le PCF et l'UDR s'étant abstenus.

La loi donne naissance à des établissements publics à caractère scientifique et culturel. Elle bouleverse le mode de gestion de l'Université en introduisant un système représentatif ayant les apparences de la démocratie, tempérée par l'introduction du quorum étudiant qui doit au taux d'abstention d'affecter leur représentation. Les facultés disparaissent au profit d'universités pour encourager la pluridisciplinarité et « *autant que possible* » l'association des arts et lettres aux sciences et techniques. Les activités d'enseignement et de recherche sont intégrées *via* le statut d'enseignant-chercheur et la création d'unités d'enseignement et de recherche. Les universités sont désormais administrées par un président – enseignant-chercheur ou assis-

milé –, et par un « conseil d'université » constitué d'enseignants et d'enseignants-chercheurs, de personnels administratifs, d'étudiants et de personnalités extérieures (élus locaux, entrepreneurs, syndicalistes). L'un et

▼
Les projets et lois visant à satisfaire les aspirations libérales se succèdent à bon rythme durant le demi-siècle qui va suivre.
 ▲

l'autre sont élus, indirectement pour le premier, et directement pour le second, pour cinq ans par les composantes de la communauté universitaire. Ce principe de collégialité, qualifié de participation, vaut également pour le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser). Les universités, qui jouissent d'une autonomie renforcée s'appliquant à la pédagogie, au domaine financier (dans le cadre du crédit global de fonctionnement) et aux structures internes des établissements, doivent être dotées d'une identité véritable. À tel effet, des élections aux conseils d'UER doivent avoir lieu avant mars 1969. Les élus formeront une assemblée constitutive provisoire chargée d'élaborer les statuts de chacune d'elles et leur structure interne.

Cette loi doit au mouvement de Mai-Juin (et aux orientations d'Edgar Faure) de s'inscrire dans une culture de la régulation que les événements de Mai-Juin confortent à court terme. La mise en place d'une autonomie n'affectant ni le rôle conservé de l'État ni le caractère national des diplômes et son indéniable caractère de compromis sont loin de satisfaire aux aspirations libérales exprimées lors du colloque de Caen. Cela contribue à expliquer que les projets et lois visant à satisfaire ces dernières aux fins d'autoriser l'émergence d'un marché devenu mondialisé de l'enseignement supérieur à leur mesure se succèdent à bon rythme durant le demi-siècle qui va suivre.

Les principes constitutifs de la loi Faure que sont l'autonomie, la participation (ou principe électif) et la pluridisciplinarité, demeurées leur cadre matriciel, sont susceptibles d'interprétations évolutives. Cela vaut tout particulièrement pour l'autonomie dont les invocations successives soulignent la polysémie. ●

BIBLIOGRAPHIE

Bruno Poucet et David Valence (dir.),
La Loi Edgar Faure. Réformer l'université après 1968, PUR, Rennes, 2016.

Au CNRS aussi...

→ par Jacques Fossey,
 ancien secrétaire général du SNCS-FSU

En mai 1967, je suis recruté pour un poste de chercheur dans un laboratoire de chimie organique du CNRS situé dans le groupe des laboratoires propres de Vitry-Thiais (Val-de-Mame). Un an plus tard, avec un groupe de chercheurs proches du SNCS et de la mouvance dite révolutionnaire ou gauchiste, je participais à l'occupation de la salle du conseil d'administration du CNRS, quai Anatole-France.

Avant Mai 68, les structures du CNRS étaient loin d'être démocratiques. En particulier, le Comité national ne comportait qu'une moitié d'élus et les personnels ingénieurs, techniciens et administratifs n'y étaient pas représentés. Il n'y avait pas de Conseils de laboratoire. Les directeurs des laboratoires étaient nommés par le directeur général du CNRS sans consultation des personnels.

Dès le mois de mai, devant la forte mobilisation des personnels, le directeur général du CNRS, Pierre Jacquinot, accepte que les personnels ingénieurs, techniciens et admi-

nistratifs siègent au Comité national. Désormais, les élus représentent les deux tiers des membres d'une section du Comité national, ce qui est encore les cas aujourd'hui.

Un Comité central provisoire (CCP), qui était une instance de concertation entre les syndicats et la direction générale, est créé. Il se réunira pour la première fois fin juillet, et le 11 février 1969 il proposera la création des Conseils de laboratoire par décision du directeur général. Cette décision précise qu'il ne sera plus admis le cumul de direction de plusieurs laboratoires par une même personne (!), que le directeur sera nommé après avis des personnels du laboratoire, que les Conseils de laboratoire porteront au moins un tiers d'élus et un tiers de membres de droit nommés par le directeur du laboratoire. Toutes les catégories de personnels, y compris les doctorants, font partie du corps électoral. Mais cette décision ne concerne que les laboratoires propres, elle sera étendue aux formations associées en... 1981. ●

19 JUIN 2018

Colloque SNESUP « Mai-Juin 1968 »

À la veille de notre congrès d'étude, le 19 juin après-midi aux Archives nationales du monde du travail, à Roubaix (Nord), se déroulera un colloque pour l'anniversaire de Mai-Juin 1968.

Préprogramme

- 】 Conférence « Du colloque de Caen à la loi Faure », Bruno Poucet, professeur en sciences de l'éducation à Amiens.
- 】 Intervention du SNCS : « Mai 68 au CNRS », Jacques Fossey, ancien SG.
- 】 Intervention de l'Institut de la FSU : « Mai 68 dans les lycées », Alain Dalançon, SNES.
- 】 Table ronde, avec notamment des camarades qui étaient alors à la direction du syndicat et/ou en charge de responsabilités locales.

Ce colloque accueillera un.e représentant.e de l'ANMT d'une part, et de la Cité des mémoires étudiantes d'autre part. Il sera ouvert à celles et ceux qui le souhaitent dans la limite des places disponibles. Inscriptions par e-mail : sg@snesup.fr

Des revendications d'actualité

→ extraits ou résumés réalisés par Gérard Lauton, Michelle Lauton et Danielle Tartakowsky

Nous avons demandé à des camarades ayant vécu 1968 en étant en poste à l'université et ayant eu une implication locale ou nationale de nous faire part de leurs souvenirs et analyses. Nous publions des extraits ou résumés de témoignages (écrits ou oraux). Le site du SNESUP en donne une version plus complète⁽¹⁾. À partir de ces témoignages et d'archives, l'analyse sur le rôle du SNESUP devra s'affiner sur différents aspects... Soulignons d'ores et déjà que de nombreuses questions d'actualité l'étaient déjà en 1968 : sélection, vie démocratique, catégorie(s), carrières et formation des enseignant.e.s-chercheur/euse.s...

Claude Mazauric

MAÎTRE-ASSISTANT EN HISTOIRE, ROUEN

À Rouen, il y a depuis 1965-1968 une puissante section syndicale en lettres (plus de 40 adhérents sur moins de 100 enseignants-chercheurs en mai 1968) et une autre de même force en sciences, des adhérents peu nombreux et dispersés en droit, sciences économiques, médecine et pharmacie. Et aussi des sections syndicales FEN ayant soutenu les initiatives à l'INSCIR (ancêtre de l'INSA actuel) et à l'IUT.

Dès avant mai 1968, le SNESUP Rouen est très engagé, souvent en relation avec l'AGER-UNEF, dans l'action syndicale et revendicative mais en son sein s'expriment des analyses discordantes sur de multiples questions.

1967 fut une grande année socialement revendicative en Normandie et de luttes politiques intenses. Énormes manifestations de masse à Rouen pour la Sécurité sociale, la hausse des salaires et du pouvoir d'achat, les conditions de travail et d'emploi... dont le SNESUP est partie prenante en liaison directe avec le mouvement ouvrier très cégétiste de Rouen. Sur le plan politique, un grand rassemblement de solidarité avec le Viêtnam. Des actions étudiantes reçoivent le soutien du SNESUP.

Du point de vue interne, deux courants se cristallisent entre février 1968 et mai, donc avant « le 22 mars » : l'un, proche de la direction du SNESUP (Herszberg, Geismar, etc.) avec quelques autres qualifiés de « gauchistes » par leurs adversaires très divers attachés au modèle syndical de défense des personnels et du service public universitaire : les militants communistes, entraînés par Louis Guilbert, en ont été le fer de lance ; Guilbert, élu secrétaire de Rouen

Lettres en avril 1968, prit contact avec la section Aix Lettres pour constituer un réseau « syndical » national alternatif à l'orientation dite « révolutionnaire » (*versus* « aventuriste ») du Bureau national (BN). La majorité de Rouen Lettres puis, presque simultanément celle de Rouen Sciences, ont basculé dans l'opposition à l'orientation nationale dès le début de mai 1968, Claude Mazauric a été élu secrétaire de section tandis que les militants les plus en vue occupèrent les premiers rôles dans la mise en place des « collectifs enseignants-étudiants des facultés », véritables organismes de gestion « transitoires » en lettres et sciences humaines et en sciences exactes et naturelles. ●

▼
« Il y avait un large accord pour rejeter le mode de fonctionnement mandarinal. »

Jacques Guyot,
assistant en chimie,
Clermont-Ferrand

Jacques Guyot

**ASSISTANT EN CHIMIE,
CLERMONT-FERRAND**

À Clermont-Ferrand, le déclencheur du mouvement a été la journée de grève interprofessionnelle du 13 mai et la manifestation, la plus grande depuis la Libération. À Clermont Sciences, ce n'est qu'à partir du 13 mai que l'assistance a été nombreuse.

▲
Nous sommes intervenus dans des AG étudiantes convoquées par un comité étudiant qui rejetait la tentative de mainmise des groupes gauchistes sur le mouvement pour y présenter le point de vue du SNESUP vu comme celui des enseignants. Nous étions totalement opposés à la sélection à l'entrée à l'université, partisans intransigeants de la démocratisation selon le plan Langevin-Wallon. Au-delà des aspects politiques portés par le mouvement national, objets de vives discussions dans la section (attitude de la CGT et du PCF...), il y avait un large accord pour rejeter le mode de fonctionnement dit mandarinal, réclamer beaucoup plus de démocratie.



© ISG/Wikimedia Commons

Les consignes de la direction nationale connues par voie de presse n'étaient pas adaptées à la situation locale. Nous avons préparé le congrès de mai 68 auquel j'ai participé et nous avons été très majoritairement d'accord avec l'orientation portée par Guy Bois et Guy Odent.

Il fallait profiter du rapport de forces favorable pour faire aboutir le maximum de nos revendications (démocratie, carrières...). En section sciences, nous avons beaucoup débattu du corps unique, mais ce n'était pas le même selon les demandeurs. ●

Claudine Géron

**MAÎTRE-ASSISTANTE EN CHIMIE, POITIERS,
CA DU SNESUP**

Le dimanche 5 mai, prévenus par le national qu'il fallait envisager une grève, nous ne nous sentions pas encore trop concernés par cette occupation de la Sorbonne le 3 mai, mais dès le 6 mai nous avons envisagé une AG.

Beaucoup participent aux actions, étudiants, enseignants, chercheurs, techniciens, mais pas la majorité bien entendu, les ►►

1968 : SOUVENIRS DE MILITANT.E.S

► cours sont la plupart du temps suspendus. Nous tenons beaucoup d'AG, de groupes de réflexion, peut-être beaucoup de bavardages mais très animés et enrichissants. On entretient des relations permanentes avec l'UNEF, avec expressions et actions communes, et avec les autres syndicats de la FEN sur le campus.

Après la CA nationale fin mai, le congrès a été préparé, mais finalement peu de syndiqués (environ 20 sur 120 syndiqués) s'y sont impliqués (essoufflement, désillusion...). On a mobilisé pour que le conseil des profs démissionne et mette sur pied un conseil collégial. Bien sûr, des groupes d'opposition se sont mis en place, dont certains membres – tous profs – étaient adhérents au SNESUP. La loi Edgar Faure s'est mise en place naturellement, les élections ont porté les syndiqués en majorité. ●

Abraham Behar

ATTACHÉ ASSISTANT, FACULTÉ DE MÉDECINE, PARIS, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT (1967-1968)

À cette époque, le débat fait rage sur la conception des rapports partis²-syndicats. Unaniment, la CA du SNESUP est pour l'indépendance syndicale.

Pas de divergences sur le diagnostic, tous reconnaissent que l'Université française va mal, trop vétuste, trop conservatrice, très éloignée des besoins cruciaux de connaissances nouvelles.

La division apparaît sur les solutions, mais aussi avec les programmes des forces politiques pour l'Université. La lutte se fait projet contre-projet.

Refonder l'Université, bouleverser ses structures, c'est d'abord changer de fond en comble le métier d'enseignant-chercheur du

supérieur, certes nécessairement exercé par des titulaires dans la fonction publique, mais différent de l'amateurisme pédagogique qui régnait dans nos facultés. D'où le projet IPRES pour former les maîtres du supérieur. Dans enseignant-chercheur, il y a chercheur. Pas d'avenir sans changer durablement nos rapports avec la recherche sachant l'incroyable bricolage de nos recherches, en se rapprochant du CNRS.

La stratégie « projet contre-projet » est apparue dans nos interventions au colloque de Caen, face au projet gouvernemental d'une Université rénovée pour être efficace dans le contexte du néo-capitalisme de l'époque.

Il faut replacer la perception de la révolte étudiante rampante, en sociologie, et dans les campus comme celui de Nanterre, dès 1967.

Nous avons alerté d'abord la FEN (discussions avec James Marangé), y compris lors du congrès fédéral début 1968, après notre vote pour le projet pédagogique de la majorité FEN, IPRES compris.

Nous nous sommes trouvés devant le fait accompli de l'occupation de la Sorbonne par la police. Tout de suite, nous avons appelé à une grève générale immédiate les adhérents, qui s'y sont associés unanimement aux côtés de l'UNEF.

Une question, celle des alliances : avec la composante politique du mouvement étudiant (proche de Cohn-Bendit) ou avec le mouvement syndical ?

J. Marangé était avec nous, entraînant toute la FEN. Il y a eu ensuite un accord avec les centrales ouvrières, pour une manifestation commune le 13 mai, malgré l'opposition de Geismar qui l'a vécu comme une trahison du « mouvement ».

Le déclenchement d'une grève générale massive des travailleurs va changer la donne. Abraham Behar prend ensuite de nouvelles responsabilités au sein de la direction du PSU. ●

Marc Rogalski

ASSISTANT EN MATHÉMATIQUES, ORSAY, ET SECTION INSTITUT HENRI-POINCARÉ (IHP), MEMBRE DE LA CA

Déjà de vifs conflits opposaient dans la CA la direction avec une minorité (autour de Guy Bois). Des débats très musclés sur les

idées du colloque de Caen m'avaient opposé à un membre du Bureau national (BN) (Herszberg).

Le mouvement dans l'établissement s'est enclenché tout de suite après la nuit agitée du 10 au 11 mai rue Gay-Lussac ; l'IHP était aux premières loges : un professeur (Lacombe) s'y était fait matraquer par la police en essayant de s'opposer à ce qu'elle y poursuive des manifestants qui s'y étaient réfugiés.

L'action dans l'IHP s'est décentrée à la Halle aux vins. Il y avait de grandes AG, très houleuses.

J'allais aussi à Orsay, pas pour enseigner (c'était la grève !), mais pour y « tâter la température », qui n'y était pas si chaude que cela du côté enseignant.

Je me souviens de la subtile manœuvre de Guy Bois appelant le congrès à se rendre à la Sorbonne pour « s'y interposer entre manifestants et policiers ». Des délégués de province y ont vu une « réalité » de Mai 68 qui les a un peu effrayés, et seul un appel des majoritaires, le

lendemain, à clore le congrès et à en tenir un autre en juillet, a empêché qu'ils ne se retrouvent isolés ! ●

François Fabre

ASSISTANT EN PHYSIQUE, TOULOUSE, MEMBRE DE LA CA

Au matin du 6 mai 1968, deux camarades syndiqués pas particulièrement militants s'insurgeaient contre les violations des franchises universitaires et optaient pour une grève générale immédiate. Je fus surpris du nombre de syndiqués présents (deux à trois fois plus que d'habitude) à l'AG, l'après-midi.

La discussion quasi unanime a ratifié le mot d'ordre de grève appelée par le BN et m'a mandaté pour un contact avec la FEN départementale pour une solidarité de l'ensemble des enseignants.

Un meeting toulousain mobilisateur (2 000 à 3 000 personnes) a ouvert la voie à une participation inédite, lors de la grève du 13 mai. Côté sciences, les étudiants imposent la grève, totale à partir du 13 mai.

Les revendications nationales : maintien des franchises universitaires, refus de la sélection, IPRES, réforme des carrières... sont considérées comme d'arrière-garde car certains

▼
« Tous reconnaissent que l'Université française va mal, trop vétuste, trop conservatrice, très éloignée des besoins cruciaux de connaissances nouvelles. »

▲
Abraham Behar, attaché assistant, faculté de médecine, Paris, secrétaire général adjoint (1967-1968)



visent la mise à bas de la société capitaliste. Les rapports avec l'UNEF ont vite divergé. Aucune préparation du congrès de mai 1968. Aucun lien avec le national. Pour le congrès de juillet 1968, aucun lien direct avec le national. ●

Roger Bourderon

ASSISTANT EN HISTOIRE, MONTPELLIER

Dans un « projet » du 28 février 1968, la section aborde le mode de fonctionnement de la faculté, opte pour réformer son organisation, avec la participation active de « tous ceux qui ont une charge d'enseignement » à la définition des objectifs et orientations. Le SNESUP demande que maîtres-assistants et assistants soient membres de l'Assemblée de faculté avec voix délibérative.

Une AG enseignants-étudiants a lieu le 8 mai dans le grand amphithéâtre. Discussion très confuse, propositions souvent très démagogiques. Le 13 mai, le mouvement s'étend avec appel à grève et manifestation (CGT, CFTD, FO, FEN, SNI, UNEF, soutien du PCF, de la gauche démocrate et socialiste, du PSU), contre la répression, pour le plein-emploi, la démocratisation de l'enseignement et la sauvegarde des libertés. Un important rassemblement a lieu dans Montpellier. À la faculté paralysée par la grève, la restructuration des instances universitaires est un sujet majeur. Le 20 juin, l'assemblée générale des assistants, maîtres-assistants, chargés d'enseignement, se prononce pour la suppression de la thèse, « absolument inadaptée aux nécessités de la recherche », la reconnaissance du travail d'enseignement dans l'avancement et la carrière des enseignants, le remplacement des catégories d'enseignants du supérieur par la création d'un « cadre unique de professeur de l'enseignement supérieur ».

Les examens renvoyés à la rentrée universitaire, l'attention se porte sur les futures structures et la loi qui les consacreront. Le SNESUP de la faculté souligne les insuffisances de la loi d'orientation en cours d'élaboration : elle ne garantit pas l'exercice des libertés politiques et syndicales et les principes de cogestion et de parité risquent d'être vidés de leur contenu. La section propose de confier

provisoirement la gestion de la faculté à un conseil paritaire (cinq professeurs et maîtres de conférences ; cinq maîtres-assistants et assistants) avec dix étudiants, élus à la proportionnelle au scrutin de liste.

La suite du texte revient sur l'application de la loi Faure, ce qui ne manque pas de poser problème, de susciter des débats, voire de diviser, et sur la préparation des premières élections avec le programme. ●

Robert Jammes

HISPANISTE, TOULOUSE, SECRÉTAIRE DE SECTION

Les étudiants toulousains commencèrent à s'agiter, surtout en lettres, au début du printemps. Le « Mouvement du 25 avril » défilait sur les boulevards, en scandant « Che, che, Guevara ! ». Nous condamnâmes l'initiative du recteur qui avait cru bon de pénétrer dans la fac à la tête d'un escadron de CRS pour faire évacuer un amphithéâtre occupé, ce qui acheva de mettre le feu aux poudres ; toute la fac fut occupée en permanence. L'ambiance était révolutionnaire et folklorique.

Quant à notre section syndicale, elle s'éveilla brusquement. Des collègues jusqu'ici peu combattifs, apolitiques et modérés, se découvrirent une vocation révolutionnaire.

Le congrès du SNESUP eut lieu en juillet 1968, j'y participai en tant que délégué de la « tendance » devenue minoritaire. J'y retrouvai les mêmes affrontements. Dans beaucoup de facs provinciales, la situation n'avait pas

atteint, sur le plan syndical, les sommets de Toulouse Lettres. ●

Robert Hérin

ASSISTANT EN GÉOGRAPHIE, CAEN, SANS RESPONSABILITÉS

Fin 1967, l'UNEF organise des manifestations contre la loi Fouchet. Les protestations ont des échos jusque dans les départements d'enseignement jusqu'alors réputés calmes et conviviaux. Parmi les mouvements précurseurs de Mai 1968 à Caen, les violents affrontements entre ouvriers de l'usine de camions Saviem et forces de l'ordre, dans la nuit du 26 au 27 janvier. Des rapports se nouent entre groupes d'étudiants et ouvriers, en lien avec les fortes implantations de la CFTD. Le SNESUP est peu présent et le PC discret. C'est dans les commissions, groupes de réflexion, réunions intersyndicales que leurs adhérents interviennent. Le SNESUP éclate : nombre de professeurs, conservateurs bousculés par le cours des événements, le quittent ; maints scientifiques font défection et prônent alors la création d'une seconde université, qui serait scientifique. Le SNESUP collabore avec le SGEN.

Les nombreux groupes de travail ont bouleversé l'organisation et la conception des enseignements du département ; participation début juillet, à Tours, à l'Assemblée nationale de la géographie. ●

Bernard Herszberg

MAÎTRE DE CONFÉRENCES EN MÉDECINE, PARIS, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU SNESUP, DE JUILLET 1968 AU CONGRÈS DE 1969

En 1968, Bernard Herszberg était maître de conférences, médecin à la Pitié-Salpêtrière et œuvrait à la création du CHU Henri-Mondor (Créteil). Le 3 mai 1968, « c'était la première fois que le recteur faisait entrer la police dans l'université ». Le soir même, le SNESUP lançait son mot d'ordre de grève générale. Alain Geismar avait déclaré : « Nous ne maintiendrons pas l'ordre » (cf. revue Niveau 3³⁵).

Depuis 1956 (guerre d'Algérie), Bernard Herszberg – encore étudiant à Nancy – avait acquis l'expérience de la militance commune avec les catholiques progressistes. Ces derniers se sont trouvés plus tard bien représentés à la direction du SNESUP par de fortes personnalités : Michel Fontaine, ►►



► secrétaire général en 1966-1967, et François Liot, ancien dirigeant de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC). C'est avec François Liot et Christian Dalage que fut énoncée au colloque d'Amiens (avril 1968) la formule, jugée scandaleuse par certains car pas assez « laïque » à leurs yeux : « Enseigner, c'est s'engager ! » Avec Michel Fontaine débuta le combat contre « la langue de bois » stalinienne.

La position du SNESUP de mai à octobre 1968 était « on ne négocie pas tant que se poursuit la répression policière et que les militants sont empi-

sonnés » ; de ce fait, rien n'a été négocié sur les questions corporatives, contrairement à ce qui s'est passé du côté du SNCS.

Opposé au boycott des élections dans les instances universitaires de la Loi Faure, Bernard Herszberg a été mis en minorité en novembre 1968, tandis que le nombre des syndiqués était passé de 4 500 à 7 500. ●

Marcel-Francis Kahn

PROFESSEUR, FACULTÉ DE MÉDECINE, PARIS,
MEMBRE DE LA CA

Des précurseurs de Mai 68

La guerre du Vietnam avait à cette époque une grande résonance. Particulièrement du fait des attaques chimiques des civils par le gaz nitrile ; selon un rapport, il tuait des gens.

À l'automne 1967, les maquisards lancèrent une grande offensive. D'où un grand meeting à la Mutualité en février 1968 et une campagne « Dites-le ! ».

La situation à Paris et à la Sorbonne

Lors de la manifestation du 24 mai, j'ai dit à Mendès France : « Maintenant, c'est à vous, Monsieur le Président. » On est allés en voiture à la Bourse quand on a entendu qu'elle brûlait ; ce n'était que la porte. Puis on s'est rendus à pied au Quartier latin. Le lendemain soir, il y a eu une réunion du BN du PSU chez moi. En fait, je n'étais pas un révolutionnaire. Je me reconnaissais plutôt dans la démarche de Mendès France.

Comme délégué du BN pour la Sorbonne, j'y ai vu les « Katangais⁽⁴⁾ » occupant les sous-sols et les ai fait virer.

Les congrès

En 1969, c'est moi qui devais être secrétaire général, mais il s'est passé des choses troublantes dans la commission de dépouillement. On l'a su par la suite... *A posteriori*, je ne regrette pas.



La médecine

J'avais suivi ces événements rue des Saints-Pères, à la faculté de médecine. En médecine, on a remédié à deux archaïsmes :

- jusqu'à 1968, la majorité des étudiants en médecine ne voyaient pas un seul malade, hormis ceux de l'externat (1 étudiant sur 45 !);

- le concours de l'internat était ultra-sélectif (80/1 000) avec écrit et oral et il fallait être recommandé. Je peux dire que j'ai eu la peau de l'oral de l'internat.

En outre, nous avons imposé l'éclatement de la faculté de médecine centrale en un ensemble d'entités pour dépasser cet archaïsme. D'où la création des dix CHU inaugurés juste après Mai 68.

Herszberg a eu l'idée d'un tronc commun « optionnel décroïsonné » pour toutes les professions de santé. ●

Daniel Monteux

ASSISTANT EN GÉOGRAPHIE, PARIS

Des précurseurs de Mai 68

Parmi les antécédents du mouvement, il y a eu les mouvements sociaux, les mouvements universitaires et le Vietnam, l'assassinat de Che Guevara en octobre 1967. On peut y ajouter le Printemps de Prague. Ainsi que l'éviction en février 1968 d'Henri Langlois, directeur de la Cinémathèque, les manifestations ayant permis sa réintégration en avril.

La situation à Paris et à la Sorbonne

Au matin de la « nuit des barricades » du 10 mai 1968, à 6 heures : voitures brûlées, scènes de guerre civile. On a dû fermer l'institut de géographie, pour protéger sa cartothèque de grande valeur. Après, on l'a

occupé conjointement, étudiants et enseignants, et on a réfléchi à une refonte des enseignements de géographie. De profs ont joué le jeu (Jean Dresch, directeur de l'institut). On était en grève et on est partis rejoindre le rassemblement à la Halle aux vins en manifestant avec lui. On peut noter une controverse PSU-PC en arrière-fond.

Pour le mouvement à l'Université, il faut bien articuler ce qui se passait dans le SNESUP et en dehors, particulièrement sur le plan social.

Côté SNESUP, il faudra affiner ;

beaucoup de sections se sont retrouvées diluées dans des AG étudiants-enseignants, avec des variations selon les disciplines et la distinction Paris-régions.

Après le départ de Geismar, un congrès officiel s'est tenu début juillet. J'avais dû présenter une motion Orsay-Plateau explicative de notre démarche ; des courants nous vilipendaient (« des gommes et des crayons »). Bernard Herszberg a été élu secrétaire général.

Mais du fait de l'orientation du SNESUP en mai-juin, le syndicat s'est refusé à négocier avec le pouvoir au cours de l'été, laissant les autres syndicats de la FEN obtenir des résultats pour leurs catégories. S'est posée la question d'aller ou pas discuter du contenu de la loi Faure en projet, d'aller ou pas dans les nouvelles instances qu'étaient les UER⁽⁵⁾.

On a gagné le congrès de 1969 sur la question du nombre de corps. L'AG de 1969 a validé un système à deux corps. La majorité s'est consolidée. En 1970, il y a eu six courants face à Action syndicale !

Pour moi, « Mai-Juin 68 a été un mouvement qui venait de loin, et qui est né de l'élan créateur et du désir de citoyenneté des jeunes⁽⁶⁾ ». ●

▼
« Mai-Juin 68 a été un mouvement qui venait de loin, et qui est né de l'élan créateur et du désir de citoyenneté des jeunes. »

▲
Daniel Monteux, assistant en géographie, Paris

(1) www.snesup.fr/article/mai-1968-et-le-snesup-souvenirs-de-militantes.

(2) Abraham Behar était l'unique membre du BN membre du PSU.

(3) Niveau 3 était une revue éditée par le SNESUP en 1968.

(4) Une bande de marginaux, avec des armes dans les sous-sols, dont certains étaient allés au Katanga (province de l'ex-Zaïre, aujourd'hui République démocratique du Congo).

(5) Unité d'enseignement et de recherche.

(6) *L'Humanité*, 27 avril 2009.